

LES ORIGINES DE LOMÉ

A l'origine étaient les Bè, c'est-à-dire des Ewé que leur fuite de Notsé avait conduit plein sud, jusqu'à la mer, au début du XVII^e siècle. Djitri (à moins que -autre tradition- ce ne fût Konu, trois générations plus tard) fonda le village d'"Alomé" (du nom d'un arbre) à l'emplacement du vieux Zongo (aujourd'hui BTCI et BOAD). L'empoisonnement de l'unique puits aurait entraîné le déplacement de la population à Bè, qui essaima ultérieurement à Amoutivé, l'un et l'autre en bordure de la lagune (1).

Au milieu du XIX^e siècle, le peuplement de l'actuelle Lomé était donc constitué de villages qui tournaient le dos à la mer (la côte entre Kéta et Aného n'avait alors guère de trafic commercial). C'étaient des paysans qui vivaient de la mise en culture des bons sols du plateau de Tokoin et de la pêche en lagune.

La fondation de la ville proprement dite ne fut pas, comme on le dit souvent, l'oeuvre des Allemands : Lomé existait déjà depuis quelques années à leur arrivée. Le plus ancien texte connu qui puisse nous en situer la naissance date de 1877 ; c'est l'acte de vente d'un terrain en bord de mer par le chef d'Amoutivé à un certain Bruce, interprète et collaborateur d'un négociant sierra-léonais (les Sierra-léonais, formés aux méthodes commerciales modernes par les Anglais, étaient alors d'actifs intermédiaires entre traitants européens et africains sur toute la côte ouest-africaine). Le commerce se développa là si rapidement que les commerçants africains affluèrent, suivis des compagnies européennes : la première firme allemande s'implanta à Lomé dès 1882.

Quand, en juillet 1884, Nachtigal vient prendre, au nom de l'empereur allemand, possession de la côte, Lomé figure, au même titre que Baguida et Porto Séguro (Agbodrafo), parmi les localités notables d'un territoire dont le centre le plus important est "Petit Popo" (Aného). En 1888, l'explorateur Curt von François débarque à Lomé ; il y recense 400 cases (Baguida en avait 150 à 200 et Aného 600) et cinq ou six "factoreries" (2), allemandes et anglaises. L'absence d'arbres -

(1) A la distance respectable qu'imposaient les débordements saisonniers de celle-ci.

(2) Agence commerciale, consistant en général en un bâtiment où le rez-de-chaussée tient lieu de boutique et d'entrepôt, et l'étage de logement.

qui contraste avec le foisonnement des cocotiers des vieux villages de la côte - est un signe supplémentaire de la jeunesse de la cité.

En 1892, ce sont les missionnaires catholiques qui s'installent (1), près de l'actuelle Hollando. Leur chef, le Père Schaeffer décrit une ville de 1 500 habitants, déjà complexe : "Elle réunit ensemble des populations hétérogènes, parmi lesquelles il y a des Haoussa et des gens du Dahomey et d'Accra. Lomé se divise en plusieurs quartiers. Au bord de la mer se trouvent les comptoirs commerciaux ; il y en a quatorze à l'heure actuelle. Vers l'ouest, la "ville anglaise" : ce sont les gens qui viennent du territoire anglais. Vers le sud-ouest, les habitations des Haoussa (rondes, alors que les huttes des autres populations noires sont carrées) ; vers le nord-est le quartier des fétiches, où habitent les féticheurs venus de l'intérieur du pays. L'est de la ville est occupé par des gens venus de Baguida, Aného, Lagos, etc.. La ville est organisée sur le modèle européen, avec de larges rues. Celle du marché (2) est jusqu'à présent la plus belle, bordée de chaque côté par les comptoirs des marchands" (3).

Un plan de 1896 nous montre en effet une ville clairement structurée, bien que la distribution spatiale des groupes ethniques n'y paraisse pas si rigoureuse que le dit le P. Schaeffer. Six rues s'allongent en parallèle à la mer, de l'actuelle rue du Commerce à la rue Marroix (4), bien dessinées selon un tracé qui n'a pas bougé jusqu'à nos jours, hormis la rue du Commerce, encore incomplète (elle ne sera réalignée qu'en 1903, conservant la trace d'un vieux coude au chevet de la cathédrale). La rue de la Libération n'est qu'amorcée, ainsi que la rue Galliéni. Les axes essentiels sont les deux branches de ce qu'on peut appeler le "V primordial", les deux pénétrantes qui relient Lomé à l'intérieur du pays : la route de Kpalimé (aujourd'hui rue de la Gare dans sa partie méridionale) et la route d'Amoutivé, qui devient ensuite la route d'Atakpamé : Lomé, point de contact entre commerce maritime et commerce continental, vivait de la convergence de ces deux axes au bord de la mer. Elle compte alors 2 084 habitants ("dont 31 Blancs").

C'était donc une ville déjà bien établie et dynamique que l'administration allemande choisit, en 1897, comme capitale d'un territoire alors à peu près complètement constitué (5).

(1) Les protestants de la Mission de Brême arriveront en 1896.

(2) Certainement l'actuelle rue du Grand Marché

(3) Cité par le RP Pazzi : "Introduction à l'histoire de l'aire culturelle adja-tado", Lomé, 1979, p. 97.

(4) La rue du Chemin de fer est esquissée.

(5) Pourquoi avoir abandonné Aného (ou plus exactement Zébé) ? Le site, avec ses marécages, était peu propice à l'établissement d'une grande ville, mais cela n'a jamais été un facteur déterminant. A plutôt joué la proximité des Français, avec lesquels les relations étaient toujours exécrables, alors qu'elles étaient bonnes avec les Anglais. Certains songeaient aussi à un échange de territoires qui auraient donné aux Britanniques les îles allemandes du Pacifique et au Togo le "triangle de la Volta", de Lomé à l'estuaire de ce fleuve. Lomé se serait alors trouvée au milieu d'une façade maritime de taille respectable.

L'étude du cadastre de 1896, qui nous donne les noms des propriétaires fonciers, est révélatrice de la nature de la ville. 171 parcelles sont répertoriées, dont une dizaine, à la périphérie, correspondent à des plantations (de cocotiers ou de manioc), à des réserves foncières (publiques ou privées), au cimetière de Béniglato, déjà existant... L'Etat possède déjà les terrains de l'ancienne douane (aujourd'hui cinémas 24 janvier et Club) et de l'actuelle gare routière et de l'école de la route d'Aného. La mission catholique détient tout l'est de la rue de la Mission, où se trouve toujours l'école des soeurs de la Plage ; elle n'a pas encore acquis les terrains où s'élèvera, en 1900-1901, la cathédrale. La Mission de Brême possède déjà, entre la rue Foch et la rue du Grand Marché, une parcelle où subsiste encore une très vieille école à galerie de bois, sans doute édiflée peu après. Deux compagnies françaises, trois britanniques et six allemandes possèdent vingt-six parcelles et en louent sept à des propriétaires africains (soit, en tout, un sixième de la ville), groupées pour l'essentiel de part et d'autre de la rue du Commerce (surtout du côté sud), avec tout de même quelques établissements sur les deux axes de Kpalimé et d'Amoutivé.

L'essentiel de la ville est donc détenu et utilisé par une soixantaine de propriétaires africains, dont les deux-tiers possèdent une ou deux parcelles, une dizaine trois ou quatre ; cinq en tiennent cinq, un huit et une famille de cinq personnes dix. Une vingtaine de personnes ou de familles accaparent donc la moitié de la ville, en particulier au long des deux branches du "V primordial" (l'espace intermédiaire - autour du carrefour Libération/Guillemard - est alors occupé par le quartier haoussa) : il y a là, visiblement, un comportement spéculatif par lequel les groupes les plus dynamiques se constituent un patrimoine foncier important (les parcelles sont beaucoup plus vastes qu'au centre-ville) dans les secteurs dont on pressent l'urbanisation rapide.

Qui sont ces dynamiques acteurs fonciers ? Principalement des Anlo, c'est-à-dire des gens venus de la côte immédiatement à l'ouest de Lomé (Aflao, Denu, Adafionu, Kéta, Anloga), côte que les Danois avaient dominée à la fin du XVIII^e siècle et qu'ils avaient vendue en 1850 à l'Angleterre. Sachant cela, la naissance de Lomé s'éclaire : à l'ouest d'Aflao, il y a des douanes, un contrôle administratif sur le commerce local. Lomé, à deux kilomètres d'une frontière fixée depuis des décennies, était dans un no man's land : les négociants africains officiellement sujets britanniques trouvaient là un "paradis fiscal", pour ne pas dire un centre de contrebande légale, qui leur permettait de commercer librement avec l'hinterland : en 1891-92, Lomé compte 15 factoreries (10 tenues par des Blancs et 5 par des Noirs), alors que Baguida n'en a que 5, Agbodrafo 2 et Aného 8 (1). Cette vocation de port franc, de place commerciale vivant de l'importation pour la redistribution - licite ou moins licite - avec les pays voisins, Lomé, on le sait, ne l'a jamais perdue.

La fonction administrative ne vint, chronologiquement, qu'en seconde position dans les raisons d'être de la ville. Elle n'en a pas

(1) Archives nationales du Togo, fréquemment utilisées ici, ainsi que celles des Domaines.

moins été décisive, sans toutefois bousculer la cité ancienne (1). L'espace ne manquait pas : l'administration allemande put se déployer largement à l'ouest de Lomé (2), en traçant un plan majestueux, avec de vastes avenues qui rayonnaient à partir du palais des gouverneurs (édifié dès 1897). Jusqu'en 1913, les constructions se multiplièrent entre l'avenue de Sarakawa et l'avenue A. Sarrault (le front de mer n'était guère utilisé : ce sont les Français qui le mettront en valeur). De nombreux bâtiments subsistent (nouvelle Direction des Douanes, Ecole de la Marina, INRS, Prison civile, ambassade de France, ancien hôpital qui abrite aujourd'hui le Ministère des Travaux publics...), qui témoignent d'une volonté ambitieuse : on voyait grand et loin pour le chef-lieu de la "colonie modèle".

Non moins décisif fut ce que l'Administration apporta dans ses bagages : un wharf (dès 1900) et des lignes de chemins de fer, reliant Lomé à Aného en 1905, à Kpalimé en 1907, à Atakpamé en 1911, faisant de Lomé le poumon économique du pays, le point de passage obligé de tout échange avec le monde extérieur.

C'est surtout le wharf qui fut déterminant (au même titre que le port aujourd'hui) : les villes concurrentes, Baguida, Agbodrafo et surtout Aného, place commerciale beaucoup plus ancienne et riche d'une active bourgeoisie autochtone, n'avaient à proposer aux navires qu'un déchargement dangereux par chaloupes à travers la barre. Le wharf offrait une commodité d'accostage irrésistible : il monopolisa donc très vite la totalité du trafic maritime du Togo. La rade d'Aného est fermée dès 1905 et ses firmes commerciales (allemandes ou africaines) ne peuvent que se replier progressivement sur Lomé. Il n'y avait pas de place, à 45 km de distance, pour deux centres commerciaux rivaux : l'Administration et son système de communication ont fait alors définitivement basculer l'avenir du côté de Lomé.

Dès lors, pour Lomé, c'est l'ascension assurée : 3 054 indigènes en 1900 (et 43 Européens), 3 942 (et 96 Européens (3)) en 1904, 6 267 (et 125 Européens) en 1906, alors qu'Aného plafonne à 2 600 habitants... Le centre-ville actuel prend sa forme définitive dans les toutes premières années du siècle : les rues Aniko Pallako, du Chemin de fer et du 24 janvier, est-ouest, et surtout des axes nord-sud : rues Galliéni, Jeanne d'Arc, de la Libération, de l'Eglise complètent un quadrillage serré de voies. Celles qui mènent au futur Boulevard circulaire sont esquissées. Les congrégations religieuses s'installent (et ne bougeront plus), les compagnies commerciales (toutes allemandes, hormis la Swansy -ancêtre de la UAC- seule étrangère à subsister) prolifèrent en bord de mer. Les maisons se multiplient, bien que de nombreux lots vides subsistent, jusqu'au-delà de l'avenue du 24 janvier et de la rue de la Mission.

Fin 1902, une législation foncière est promulguée. En 1904, un cadastre est dressé, couvrant tout l'espace de larges parcelles dont le

-
- (1) A l'inverse de Douala, par exemple, où les Allemands entreprirent d'expulser les autochtones pour construire leurs propres quartiers.
(2) Derrière le glacis protecteur de l'emprise ferroviaire.
(3) Dont 31 fonctionnaires, 32 commerçants et 10 missionnaires, proportions qui ont très peu varié d'une année sur l'autre. Lomé concentrait en général la moitié des Européens (Allemands à 90 %) du territoire.

morcellement est rapide. Des titres fonciers sont établis à partir de 1906, qui montrent une activité foncière intense : on achète, on revend, on morcelle, on spéculé... Sur les 351 parcelles actuelles identifiables en 1896, 23 % ont conservé le même propriétaire jusqu'à nos jours ; mais 55 % ont changé (au moins une fois) de mains entre 1896 et 1904 et 34 % entre 1904 et 1914 (23 % ayant été vendues au moins une fois dans chacune de ces deux périodes) ; 12 % seulement qui n'ont pas bougé à l'époque allemande l'ont fait par la suite. Il y a eu pratiquement deux fois plus de mutations foncières à l'époque allemande que dans les soixante-dix années suivantes ; la situation foncière du centre-ville de Lomé, après ce démarrage en force, s'est ensuite remarquablement stabilisée : chaque famille a pu acquérir sa maison sur sa parcelle, et ne veut (ou ne peut) en aucun cas s'en séparer (1). Car le coeur ancien de la ville est bien la propriété de ces familles qui l'ont fondée : au premier noyau des Anlo venus de Gold Coast sont venus très vite s'agréger d'autres groupes : Guin et Mina, "Brésiliens", métis, Nago islamisés (qui créent rapidement leur propre quartier : Anagokomé), affluent depuis Agbodrafo, Aného, Agoué, Grand-Popo, Ouidah, Lagos... ou de plus loin encore : sur les 939 hommes adultes recensés en 1900, 425 seulement sont ressortissants du territoire togolais ; 308 viennent des colonies anglaises, 95 des françaises et 111 sont citoyens libériens. Cependant cette société très composite va progressivement s'unifier, en particulier par échanges matrimoniaux (sauf les Nago, que leur religion maintient à l'écart), devenant ce qu'on appelle communément la bourgeoisie "mina", dont l'expression politique a été les grands "notables" qui ont représenté la ville face à l'administration coloniale à l'époque française.

Dès 1914, les grandes lignes de la ville étaient donc fixées jusqu'à l'époque de l'Indépendance. De ce bourg commercial qu'ils avaient trouvé naissant à leur arrivée, les Allemands avaient fait la base d'une grande ville moderne.

(1) Cf. E.H.M. Diop : "Le Centre-ville de Lomé", ORSTOM, 1983.

Marguerat Yves

Les origines de Lomé

Lomé : ORSTOM, 1983, 6 p. multigr.